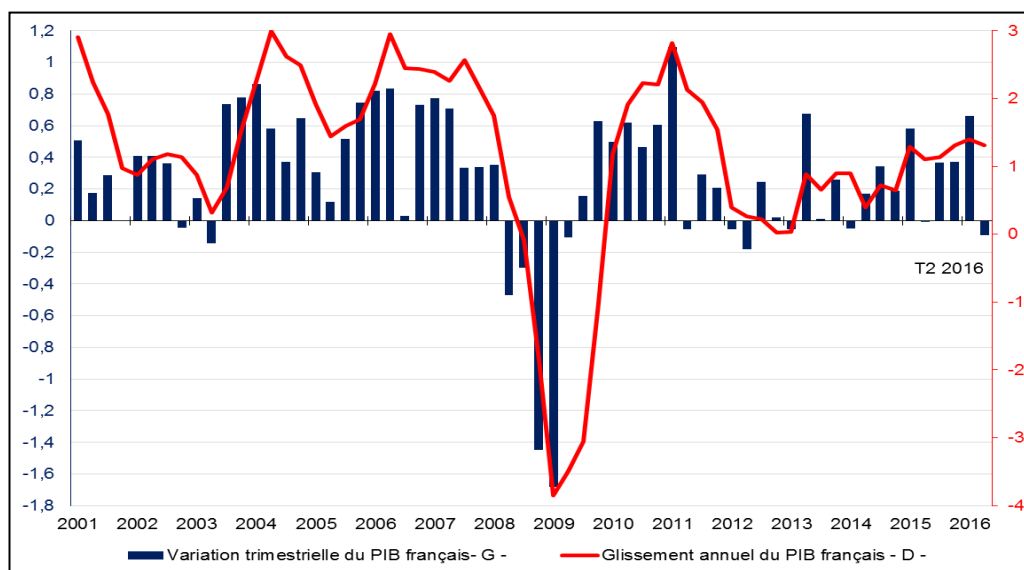


Croissance molle en zone euro et récession en France ?

C'est désormais officiel : d'abord estimé en croissance zéro, le PIB français a finalement reculé de 0,1 % au deuxième trimestre, selon les statistiques de l'INSEE.

Le PIB français a finalement reculé de 0,1 % au deuxième trimestre.



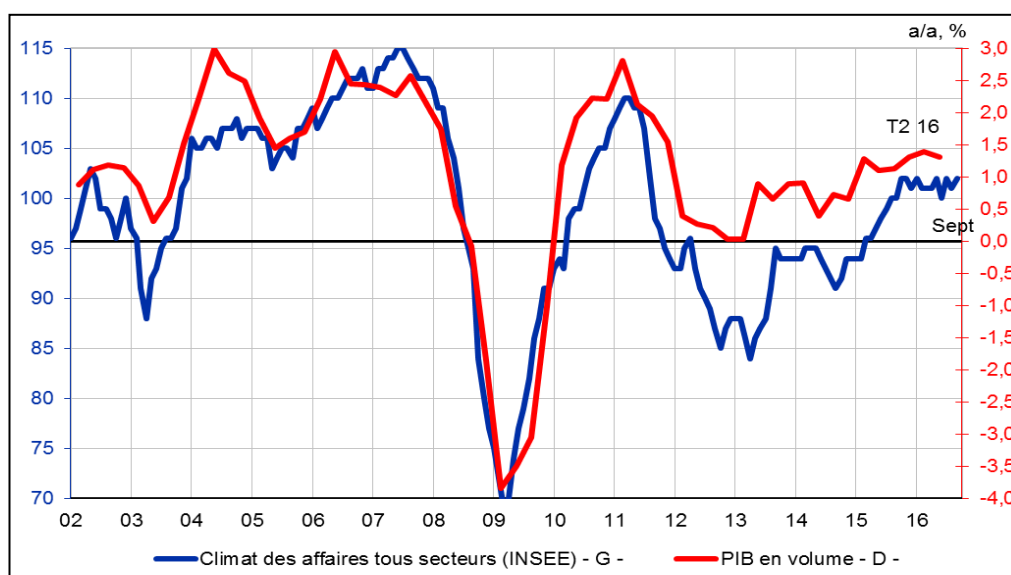
Sources : INSEE, ACDEFI

Le plus inquiétant réside dans le fait que les deux postes clés de l'économie nationale affichent une baisse notable. En l'occurrence - 0,1 % pour la consommation des ménages et - 0,4 % pour l'investissement des entreprises.

Or, sans investissement, pas d'emploi, moins de revenus et moins de consommation. La France est donc bien retombée dans un cercle pernicieux récessif.

Le quasi statu quo (+ 1 point précisément) de l'indice INSEE du climat des affaires montre d'ailleurs que la morosité est toujours bien présente dans l'Hexagone.

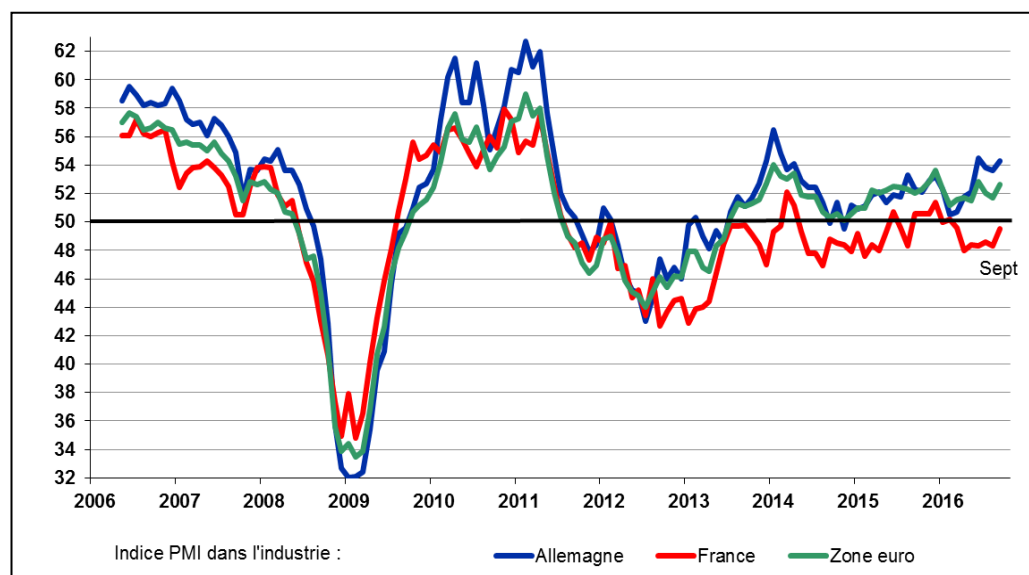
L'indice du climat des affaires indique que la morosité va perdurer.



Sources : INSEE, ACDEFI

Parallèlement, en dépit d'un léger rebond, l'indice Markit des directeurs d'achat dans l'industrie est resté sous la barre des 50, à 49,5. Cela confirme que l'industrie reste malheureusement enlisée dans la baisse de l'activité.

L'industrie française toujours dans le rouge et loin derrière ses homologues de la zone euro.



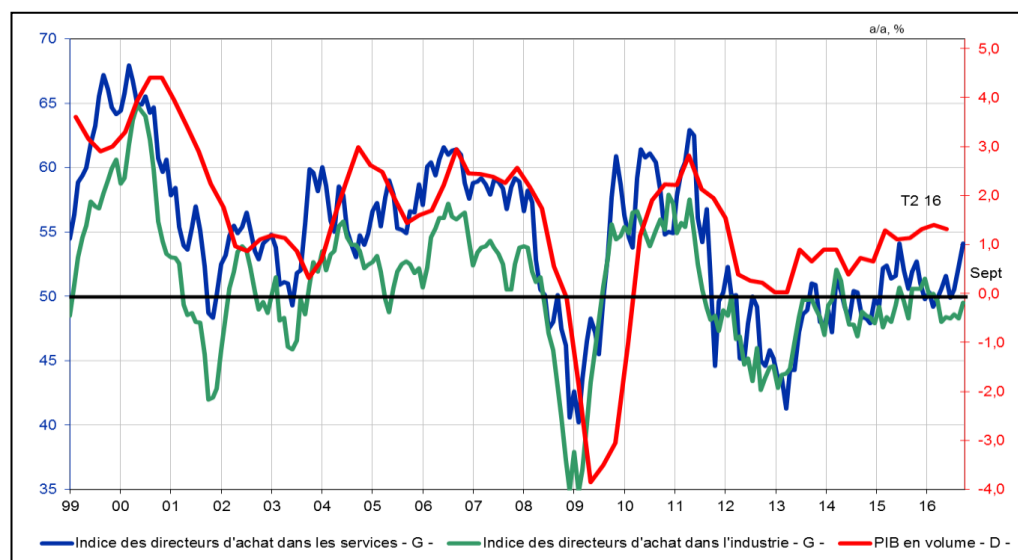
Sources : Markit, ACDEFI

Dans ce cadre, compte tenu, qui plus est, de la récente baisse de la production industrielle et de la consommation des ménages, un nouveau recul du PIB français apparaît très probable pour le troisième trimestre.

Autrement dit, celui-ci aura subi deux trimestres consécutifs de baisse, signifiant le retour de la récession dans notre « douce France ».

Fort heureusement, dans ce ciel bien gris, une lueur d'espoir est apparue là où on ne l'attendait pas. A savoir, dans l'enquête Markit « services » des directeurs d'achat.

Le rebond de l'activité dans les services donne un espoir pour le quatrième trimestre.



Sources : INSEE, Markit, ACDEFI

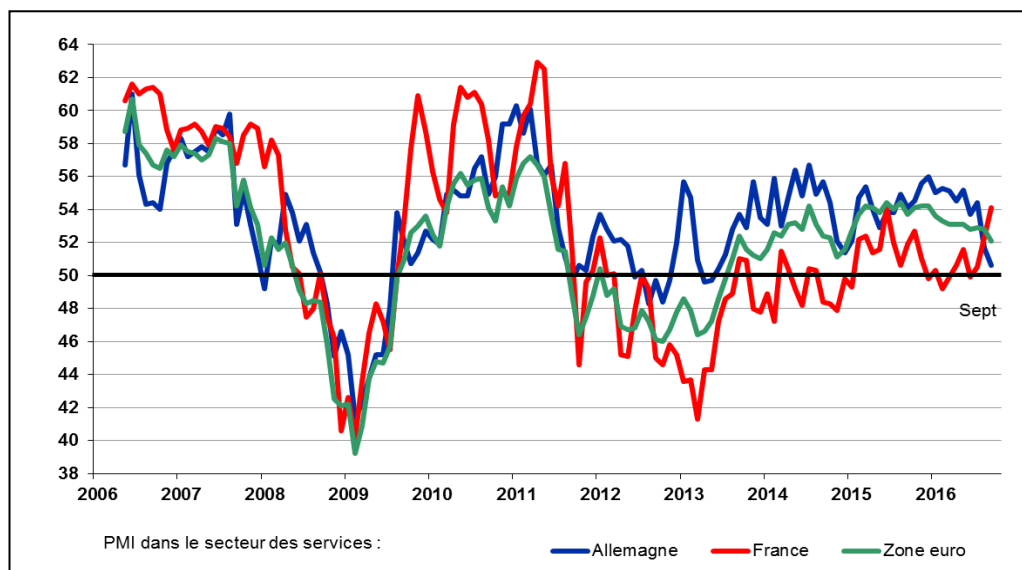
En effet, après déjà augmenté de 1,8 point en août, l'indice Markit « services » a encore progressé au même rythme en septembre. Depuis juin dernier, mois au cours duquel il affichait une baisse de l'activité (avec un niveau de 49,9), cet indicateur avancé a ainsi bondi de 4,2 points.

A l'exception d'un effet de correction de la faiblesse passée, les explications de ce rebond sont particulièrement mystérieuses. Et ce d'autant que les indices correspondants en Allemagne et dans la zone euro ont baissé significativement au cours des deux derniers mois (respectivement - 3,8 et - 0,8).

Cela signifie donc que l'amélioration française dans le secteur des services doit être prise avec des pincettes. En fait, après la récession du deuxième et troisième trimestre, elle indique simplement qu'un léger rebond correctif devrait se produire au quatrième trimestre.

Ce qui n'empêcherait pas la croissance annuelle du PIB français d'avoisiner 1,1 % en 2016, soit 0,4 point de moins que la prévision gouvernementale.

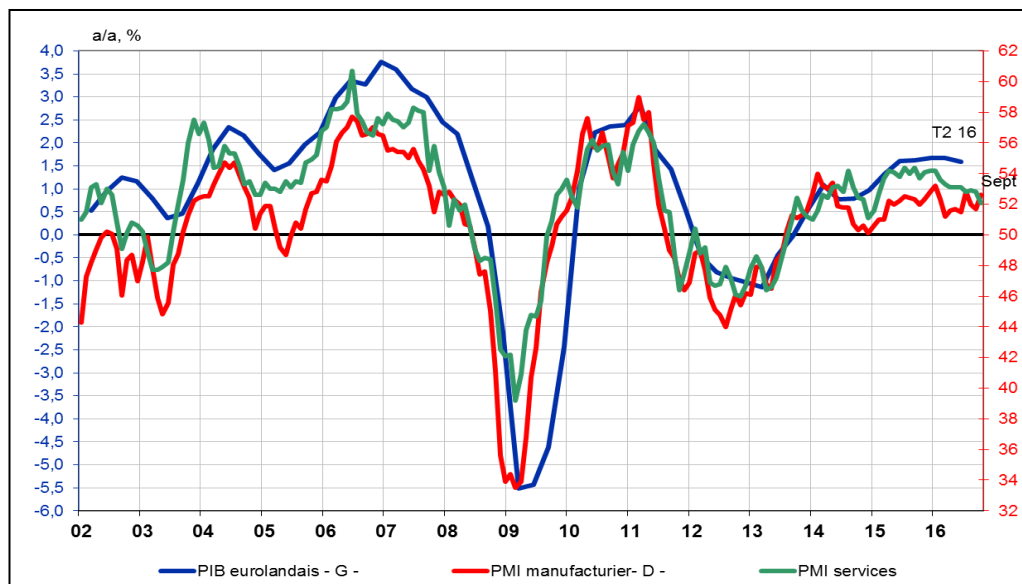
La dichotomie France / Allemagne dans les services détonne...



Sources : Markit, ACDEFI

A l'échelle de l'ensemble de la zone euro, le nouveau ralentissement de l'activité dans les services et l'amélioration modérée dans l'industrie indiquent que la croissance eurolandaise devrait continuer d'osciller autour de 1,2 %.

La croissance de la zone euro se stabilise durablement autour de 1,2 %.



Sources : Eurostat, Markit, ACDEFI

Ce n'est certes pas dramatique, mais toujours très faible et surtout très décalé par rapport à l'ampleur des moyens déployés par la BCE pour essayer de dynamiser l'économie de l'UEM.

Disons-le clairement : cette dernière est bien entrée dans une phase de « trappe à liquidités », qui allie politique monétaire exagérément accommodante, croissance molle, faible inflation et chômage élevé.

Marc Touati